

RAPPORT ANNUEL

2023-2024

NOUS RECONNAISSONS QUE NOTRE BUREAU EST SITUÉ SUR DES TERRES AUTOCHTONES. LA NATION KANIEN'KEHÁ : KA EST RECONNUE COMME LA GARDIENNE DES TERRES ET DES EAUX SUR LESQUELLES SE DRESSE MONTRÉAL AUJOURD'HUI. TIOHTIÀ : KE/MONTRÉAL EST HISTORIQUEMENT CONNU COMME UN LIEU DE RASSEMBLEMENT POUR PLUSIEURS PREMIÈRES NATIONS. AUJOURD'HUI, CE TERRITOIRE ABRITE UNE POPULATION DIVERSIFIÉE D'AUTOCHTONES ET D'AUTRES PEUPLES. NOUS RESPECTONS LES LIENS CONTINUS AVEC LE PASSÉ, LE PRÉSENT ET L'AVENIR DANS NOS RELATIONS CONTINUES AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES ET AUTRES AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ MONTRÉALAISE, RECONNAISSANT LES MULTIPLES TORTS CAUSÉS PAR LA COLONISATION EUROPÉENNE.

CETTE RECONNAISSANCE NOUS POUSSE AUSSI À RÉFLÉCHIR AUX PRIVILÈGES QUE NOUS DÉTENONS AUJOURD'HUI EN RAISON DU COLONIALISME ET AUX ACTIONS À POSER POUR CONTRIBUER À LA DÉCOLONISATION ET NE PLUS PERPÉTUER DES SYSTÈMES COLONIAUX ET DES PRATIQUES DISCRIMINATOIRES ET RACISTES.

ENGAGÉE DANS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, NOTRE ORGANISATION AFFIRME LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES ET INTÈGRE UNE APPROCHE DÉCOLONIALE DANS TOUTES SES ACTIONS. RECONNAISSANT NOTRE HÉRITAGE COLONIAL, NOUS SOUTENONS LES LUTTES POUR LA DÉCOLONISATION, NOTAMMENT CELLE DU PEUPLE PALESTINIEN POUR L'AUTODÉTERMINATION. NOUS DÉNONÇONS AINSI L'OCCUPATION ET LES INJUSTICES SYSTÉMIQUES SUBIES PAR LE PEUPLE PALESTINIEN ET RÉAFFIRMONS AINSI NOTRE ENGAGEMENT POUR UN MONDE OÙ LES DROITS DE LA PERSONNE SONT RESPECTÉS ET OÙ CHAQUE PEUPLE VIT DANS LA PAIX ET LA DIGNITÉ.

SOMMAIRE

NOTRE MISSION, NOS ACTIONS DE SOLIDARITÉ EN ÉVOLUTION	4
MOT DE LA DIRECTION	5
MOT DE LA PRÉSIDENTE	6
NOS ACTIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	7
Un centre contre la violence fondée sur le genre au Honduras	8
Protéger le droit à l'eau du peuple Maya Kaqchiquel	8
Soutenir l'autonomisation des femmes et des filles au Honduras	9
Le Nouveau Québec sans frontières (NQSF)	10
Soutenir les femmes et les filles du Sud-Kivu	10
Défendre les droits des peuples autochtones au Guatemala	11
Le programme jeunesse	12
NOS ACTIONS D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE	13
Le journal des Alternatives et la plateforme altermondialiste	14
Le Forum Social Mondial (FSM)	14
Soutenir le plaidoyer contre la montée du fascisme en Inde	15
La Coalition du Québec Urgence Palestine	16
Le Lab-Delta, les droits et les résistances en ligne	16
Autres conférences et activités	17
RAPPORTS FINANCIERS 2023-2024	18
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, L'ÉQUIPE DE TRAVAIL, LES STAGIAIRES ET LES BÉNÉVOLES	20
NOS PARTENAIRES	23

NOTRE MISSION, NOS ACTIONS DE SOLIDARITÉ EN ÉVOLUTION



Alternatives est une organisation de solidarité qui œuvre pour la justice sociale, les droits civils et politiques, les droits culturels et socioéconomiques et le droit au bien commun au Canada et à l'étranger. Notre mission est de renforcer les initiatives citoyennes et collectives pour construire des sociétés démocratiques, justes et durables. Nous participons à des mobilisations locales et internationales en vue de renforcer les droits collectifs.

Notre pratique repose sur la solidité du partenariat établi avec des acteurs du Sud et du Nord : un partenariat solidaire, où prévalent la réciprocité, l'interaction, la coaction, et où les acteurs locaux sont engagés dans un processus de changement social dont ils sont à la fois l'origine et la force motrice. Les projets qui sont mis en œuvre sont ancrés dans un esprit décolonial.

Nos actions en solidarité internationale trouvent un prolongement dans nos stratégies d'éducation et de communication qui font rayonner les voix et les luttes du Sud global et mettent de l'avant des points de vue critiques sur des questions internationales et nationales demeurées dans l'angle mort des médias.

Depuis 1994, nous nous engageons avec nos partenaires dans de véritables processus de changement social. De ces processus émergent de nouvelles pratiques et approches qui soutiennent des solidarités transnationales plurielles et féministes. La réalisation de notre mission s'appuie aussi sur la création de liens de solidarité avec des groupes de la diaspora, des universitaires, des groupes communautaires, des communautés autochtones, des syndicats, des associations étudiantes et d'autres citoyen·nes d'ici et d'ailleurs. Cette solidarité prend forme lors d'activités organisées tout au long de l'année pour promouvoir un dialogue Sud-Sud et Sud-Nord. Force motrice, les jeunes jouent un rôle central tant dans notre programmation nationale qu'internationale.

MOT DE LA DIRECTION

UNE ANNÉE DE DÉFIS SURMONTÉS AVEC SUCCÈS

L'année écoulée a été marquée par des défis significatifs, notamment une série d'audits majeurs qui ont exigé un niveau élevé de rigueur et de mobilisation de notre part. Ces audits portaient sur deux projets d'envergure :

- Le projet des femmes journalistes au Moyen-Orient (2017-2020), financé par la Commission européenne, qui visait à renforcer les capacités des femmes journalistes dans la région MENA, une région confrontée à de nombreux défis.
- Le Programme de stages internationaux pour les jeunes (2018-2023), un projet ambitieux qui a permis à de nombreux jeunes de vivre une expérience formatrice à l'international.

Ces audits ont requis des efforts considérables de la part de l'équipe, afin de compiler et présenter des informations détaillées qui reflètent fidèlement notre gestion financière et administrative. Grâce à notre engagement et notre professionnalisme, nous avons relevé ces défis avec succès.

Les résultats obtenus ont non seulement confirmé la santé financière de nos projets, mais ont également souligné notre diligence et notre transparence dans la gestion des fonds qui nous sont confiés. Ces succès ont été accompagnés d'une reconnaissance explicite de la part des auditeurs, ce qui renforce encore davantage la crédibilité et la réputation de notre organisation.

Ces réalisations témoignent de la solidité de notre équipe et de la qualité de notre collaboration. Chaque défi relevé ensemble est une étape qui nous rapproche de nos objectifs communs et renforce notre impact.

Un immense merci à vous toutes et tous pour votre travail acharné, votre dévouement et votre solidarité. Nous avons franchi une étape importante et, grâce à vous, nous pouvons aborder l'avenir avec confiance et sérénité.

YASMINA MOUDDA
Directrice

MOT DE LA PRÉSIDENTE

En cette ère de replis identitaires multiples, de populisme et d'expansion des différentes politiques relevant de l'idéologie de droite, la question se pose : quelle place réelle accordée à la solidarité internationale ?

Cette interrogation nous interpelle à plus d'un niveau. Par ailleurs, selon la réponse que nous y donnerons, les actions prioritaires de notre organisation devront y correspondre.

Puisque les plaques tectoniques de l'ordre mondial sont en mouvement, il va sans dire que le concept même de la solidarité internationale est mis à mal et remis en question notamment par différents paliers de gouvernement aux idées rétrogrades. Face à cela, il nous faudra sans honte et sans peur réaffirmer nos idéaux de justice sociale et d'équité ouvrière sans égard au sexe et à la situation géographique des personnes concernées.

Comment faire entendre notre voix au sein de la cacophonie politique actuelle ? La pertinence de notre présence fort bien établie dans l'espace public québécois nous obligera à renouveler et diversifier certaines de nos approches ou de nos habitudes. Les phénomènes que sont la désinformation, la malinformation et la mésinformation viennent parfois embrouiller les échos provenant du terrain d'où la nécessité de consolider nos partenariats historiques dans les différentes régions du monde soumises à ces bouleversements extrêmes et de nous rapprocher de nouveaux acteurs de la société civile sur le terrain, là où cela est requis.

Avant cela, il nous faudra identifier nos véritables alliés dans l'espace public québécois et tâcher d'agir comme liant ou ciment au sein de notre société en rassemblant les forces vives progressistes qui agissent trop souvent de manière isolée. À cet égard, les États généraux de la solidarité internationale annoncés pour juin 2025 nous offriront une opportunité privilégiée de réseauter, d'innover et de prendre pleinement notre place au sein de l'écosystème des organisations œuvrant en solidarité internationale.

Certes, avec une équipe réduite, mais fort efficace, nous réalisons que les défis ne manquent pas et que les militantes, les militants ainsi que les membres du CA devront être mis à contribution. Dans ce contexte, il y a lieu de se demander où concentrer nos efforts et nos actions. Quels devraient être les chantiers sur lesquels nous devrions cibler notre attention ? Des réflexions, des débats et des échanges passionnants nous attendent. L'objectif devra être d'optimiser l'efficacité de nos projets sans épuiser l'équipe permanente qui est essentielle à notre mission.

Il va sans dire que le génocide constant se déroulant en Palestine requiert notre attention de tous les instants. La déstabilisation programmée des pays du Moyen-Orient aussi. De plus, la situation chaotique d'Haïti réclamera notre vigilance et nos actions concertées. Parmi les réalités plus récentes, notons l'abandon environnemental des pays du Nord envers les pays du Sud global dont les économies émergentes ne peuvent être soumises aux mêmes restrictions que les économies bien établies. Nous remarquons également qu'un nombre grandissant de petits pays insulaires sont littéralement en voie d'être ensevelis par les flots sous le regard indifférent des pays du G-20. Des actions mobilisatrices seront à l'évidence nécessaires.

Bien entendu les écarts démocratiques de plusieurs pays du BRICS nous préoccupent également. Pensons à la Russie, l'Inde et la Chine pour ne nommer que ceux-là. Les errances démocratiques en Argentine, en Italie, en Hongrie et en Allemagne ajoutent à nos inquiétudes. L'instabilité continue à se manifester en Amérique latine et en Amérique centrale sans omettre les conflits oubliés qui plombent la survie de millions de personnes sur le continent africain. Chaque pays situé sur ce continent à ses particularités ; une connaissance fine des enjeux restera primordiale afin de répondre aux besoins des populations affectées par ces multiples conflits.

Les chantiers ne manquent pas et les défis qui nous occuperont ne manqueront pas de nous insuffler de l'énergie. La question qui nous préoccupera sera de savoir, comment nous y prendre ?

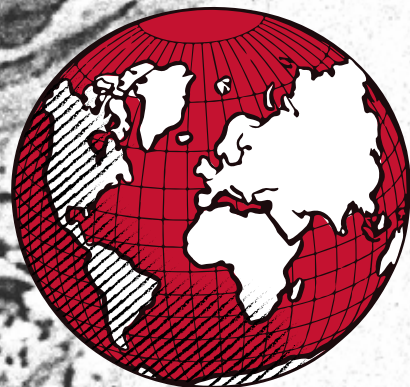
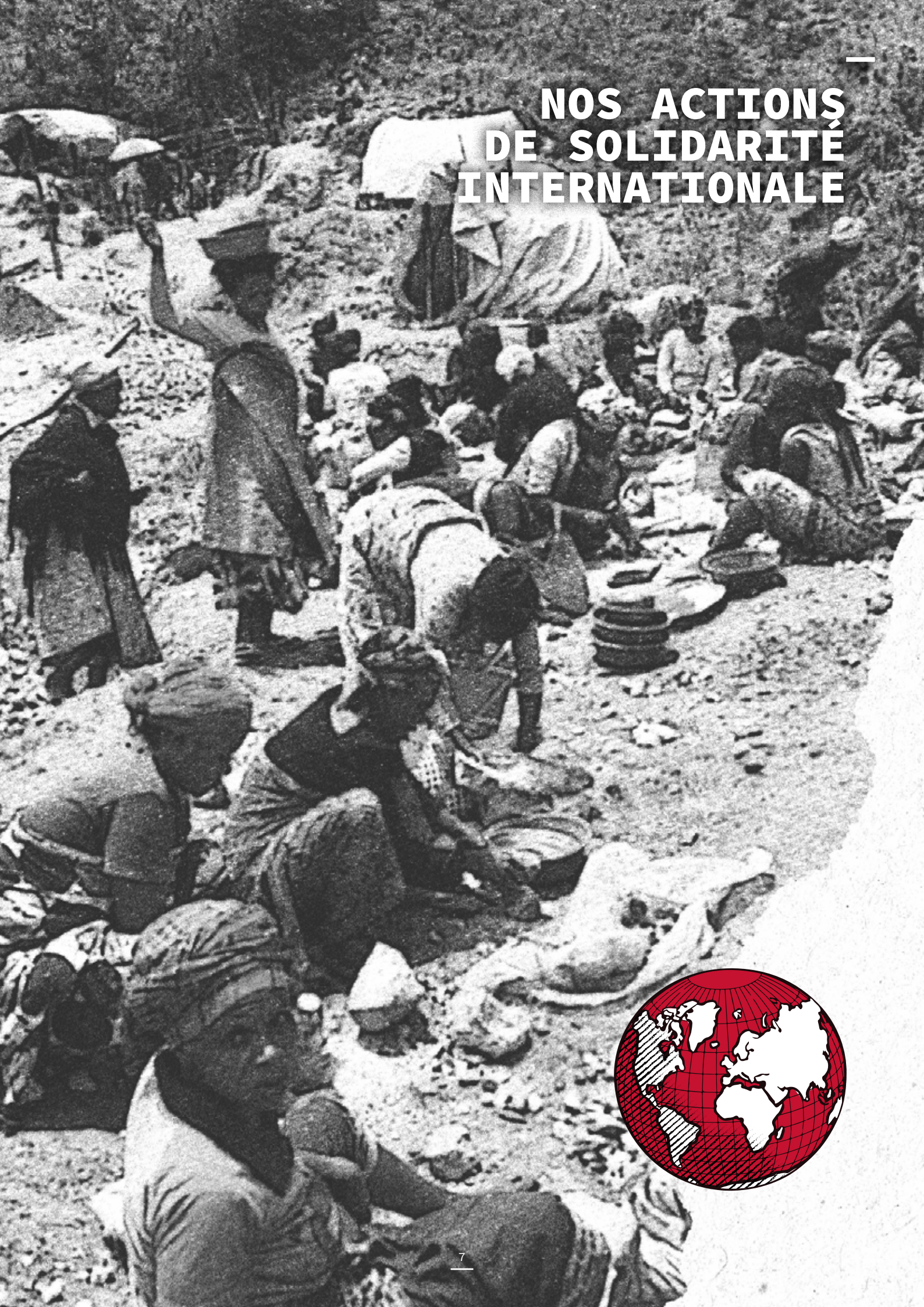
À travers tout cela, nous aurons l'opportunité de nous réjouir et célébrer dignement le trentième anniversaire de notre merveilleuse organisation qu'est Alternatives sans oublier notre contribution essentielle à la conférence que sera la Grande transition.

« Longue vie à notre organisation ! Prenons soin du monde entier tout en n'omettant pas de nous encourager sincèrement les un·es des autres. » Poursuivons notre formidable travail de transformation sociale grâce à nos nombreux partenariats.

Voici une citation de Rosa Parks en guise de conclusion : « Nous échouons lorsque nous cessons d'essayer. »

MARC-ÉDOUARD JOUBERT
Co-président

NOS ACTIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



SOUTENIR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES AU HONDURAS



Au Honduras, la pauvreté conduit de nombreuses femmes à se tourner vers l'économie informelle, malgré la faible rémunération et l'absence quasi totale de protection sociale. Or la précarité des conditions de travail rend ces femmes très vulnérables à d'autres formes de violence qui surviennent à la fois dans la sphère privée et publique.

Ainsi, depuis 2019, nous travaillons avec la Federación de trabajadoras y trabajadoras del sector social de la economía informal (FOTSSIEH), ainsi que deux partenaires syndicaux, la Confédération des syndicats nationaux du Québec (CSN) et la Solidarité de travailleurs et travailleuses basques (Euskal Langileen Alkartasuna-ELA) pour soutenir l'autonomisation des femmes et des filles de l'économie informelle au Honduras.

Affiliée à la Confederación Unitaria de Trabajadores (CUTH), la FOTSSIEH regroupe 42 associations dans les 18 départements du pays, et compte quelque 22 000 membres (dont 80 % de femmes). Dotée d'un secrétariat de la femme, cette impressionnante organisation syndicale a mis au point une stratégie qui vise à renforcer l'autonomisation des femmes au sein de collectifs de travailleuses et de travailleurs autonomes.

La dernière année du financement d'Affaires mondiales Canada (AMC) a été l'occasion de consolider le projet, d'en évaluer l'impact et de réfléchir à des pistes pour sa pérennisation.

D'ailleurs, une évaluation mandatée par AMC et menée par la firme d'audit Alinéa constate notamment une avancée significative sur le plan législatif qui découle, en partie, du travail que mènent nos partenaires dans le pays. Depuis le début de l'initiative, quatre lois ou projets de lois ont été identifiés ou produits, avec des incidences positives sur la situation des femmes du secteur de l'économie informelle. Selon ce rapport : « Un avant-projet de loi visant la sécurité sociale des travailleurs et travailleuses du secteur de l'économie informelle a été élaboré lors d'un processus tripartite organisé par la FOTSSIEH (partenaire local) qui représente les travailleurs et travailleuses du secteur informel et d'autres organisations syndicales. Une organisation qui représente le secteur privé (COHEP) ainsi que des membres du parlement soutiennent ce projet de loi. L'équipe de suivi considère que c'est un bon point de départ qui nécessitera un appui en termes de plaidoyer à différents niveaux (national, régional et local) pour faire connaître les lois tout en accentuant la pression afin que les lois soient votées et mises en application rapidement. »

Bien que ce premier financement ait pris fin le 15 octobre 2023, nous serons en mesure de poursuivre notre soutien aux femmes du secteur informel de l'économie grâce à des fonds du gouvernement du Québec et des contributions de nos partenaires syndicaux.

LE NOUVEAU QUÉBEC SANS FRONTIÈRES (NQSF)

Au cours de la dernière année, le Nouveau Québec sans frontières (NQSF) a soutenu le travail de nos partenaires au Guatemala, en République démocratique du Congo (RDC) et au Honduras autour de deux axes d'action prioritaires : la protection de l'environnement et des populations autochtones et la protection des droits des femmes et des filles vulnérabilisées par la violence et la pauvreté.

UN CENTRE CONTRE LA VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE AU HONDURAS

En 2020, dans le cadre de notre partenariat avec la FOTSSIEH et dans la continuité du projet financé par Affaires mondiales Canada (AMC), nous avons appuyé la création du Centro de Atención Integral para las Mujeres Emprendedoras (CAIME), qui a pour mission de défendre et de protéger les travailleuses du secteur informel de l'économie victimes de violence.

Situé dans la ville de San Pedro Sula, ce centre compte une équipe multidisciplinaire de professionnel·les (médecins, psychologues, travailleuses sociales, avocat·es et bénévoles du FOTSSIEH) qui offre des services et des soins gratuits aux femmes victimes de violence.

En plus des services directs, le CAIME propose des activités d'éducation et d'information pour lutter contre la violence fondée sur le genre et informer la population sur les ressources disponibles (canaux de signalement, lignes d'assistance téléphonique, services de soutien et aide juridique). Au cours de la dernière année, le financement du Nouveau Québec sans frontières (NQSF) a été déterminant pour soutenir les activités du centre, continuer de subvenir aux besoins des femmes et poursuivre les campagnes d'éducation et d'information.



SOUTENIR LES FEMMES ET LES FILLES DU SUD-KIVU

En République démocratique du Congo (RDC), l'association Solidarité des femmes pour un développement intégral (SOFEDI) contribue à l'amélioration de la situation des femmes, des filles et d'autres personnes en situation de vulnérabilité. Ses interventions se concentrent dans quatre domaines importants : la santé, les mines et les ressources extractives, la démobilisation, le désarmement et la réinsertion et la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.

En 2023-2024, les actions de la SOFEDI soutenues par le Nouveau Québec sans frontières (NQSF) ont renforcé les droits fondamentaux des femmes et des filles du Sud-Kivu. La SOFEDI a notamment accompagné SOCOOMISESHA, une coopérative de femmes minières à Shabunda, et a offert des formations, du matériel adapté et un soutien organisationnel. Cette coopérative soutient des filles qui travaillent et vivent dans les sites miniers de Shabunda.

À la suite d'une mission humanitaire dans la ville de Bakara, au Sud-Kivu, la SOFEDI a aussi offert des kits de dignité et réalisé des activités d'éducation pour les jeunes filles qui sont victimes de violence.

DÉFENDRE LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES AU GUATÉMALA

Au Guatemala, les populations locales touchées par les activités extractives, en particulier les communautés autochtones, jouent un rôle clé dans la défense des droits environnementaux. Or, ces populations n'ont souvent pas les ressources, l'information, les capacités techniques, ni l'appui institutionnel pour avoir gain de cause en face de l'industrie extractive. Ainsi, le travail du Collectif Madre Selva vise à les informer et les former sur leurs droits de la personne et sur la légitimité de leurs revendications et à leur fournir des outils pour mieux documenter la violation de leurs droits, lorsque c'est nécessaire, à leur offrir une assistance juridique.

Par un travail soutenu et stratégique, Madre Selva cherche notamment à renforcer la pleine participation des populations guatémaltèques dans la construction de solutions durables et justes pour le développement du pays, ainsi que dans les différents processus de prise de décision concernant la gestion de leurs ressources naturelles.

Dans la dernière année, grâce au financement du Nouveau Québec sans frontières (NQSF), le collectif a renforcé le pouvoir d'agir de près de 200 personnes issues des communautés autochtones dans les régions de Saraguatè, Santa Maria Saraguatè et San Juan Limonar, ainsi que d'autres militant·es qui opposent le pillage des ressources naturelles par l'industrie extractive. Le collectif a également lancé une campagne de plaidoyer au moyen des réseaux sociaux pour faire la lumière sur les enjeux qui touchent les populations autochtones du Guatemala et défendre leurs droits.

Plusieurs résultats ont été atteints au cours de la dernière année :

- Le renforcement du leadership et des capacités organisationnelles d'associations autochtones (près de 160 femmes autochtones ont participé à quatre modules de formation sur l'écologie et l'environnement).
- Une compréhension accrue des droits collectifs par 45 personnes issues des communautés autochtones dans les régions ciblées.
- Un soutien juridique accru de défenseuses des droits environnementaux criminalisées pour avoir dénoncé les conséquences d'un mégaprojet hydroélectrique, ainsi que de militant·es de la communauté de San Juan Limonar qui se sont opposé·es à l'expulsion de vingt-quatre femmes d'une zone rurale de la région.



PROTÉGER LE DROIT À L'EAU DU PEUPLE MAYA KAQCHIQUÉL

Au Guatemala, environ 59 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Parmi les peuples autochtones, qui représentent près de 40 % de la population, le taux de pauvreté s'élève à 80 %. Dans plusieurs régions, les effets des changements climatiques se traduisent par une diminution des débits d'eau, privant ainsi les communautés d'accès à cette ressource essentielle à leur bien-être et à leur survie. Aujourd'hui, plus de 40 % des habitant·es des zones rurales n'ont pas d'accès à l'eau dans leurs maisons.

Avec le collectif Madre Selva, nous travaillons donc dans la région de San Buenaventura pour sauvegarder le droit à l'eau du peuple Maya Kaqchiquel. Cette année, en plus des activités de plaidoyer et d'éducation, un financement de la Fondation Louise Grenier a rendu possible la construction d'un réservoir d'eau pour une centaine de familles autochtones de la région. Installé sur des terres qui appartiennent à la communauté, ce réservoir capte et stocke l'eau des pluies et des petits ruisseaux adjacents pour approvisionner la population en eau pendant la saison sèche.

LE PROGRAMME JEUNESSE

Les stages jeunesse sont au cœur de notre programmation et contribuent à la fois à soutenir le travail de nos partenaires, à faire avancer nos actions de solidarité et à former une relève qui sera mieux outillée pour surmonter les grands défis de notre temps. Si la pandémie de la COVID-19 nous a forcées à revoir la formule des stages, le renouvellement du Programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ) a confirmé l'importance de continuer d'offrir aux jeunes des espaces de rencontre, d'échange et d'apprentissage avec nos partenaires du Sud global.

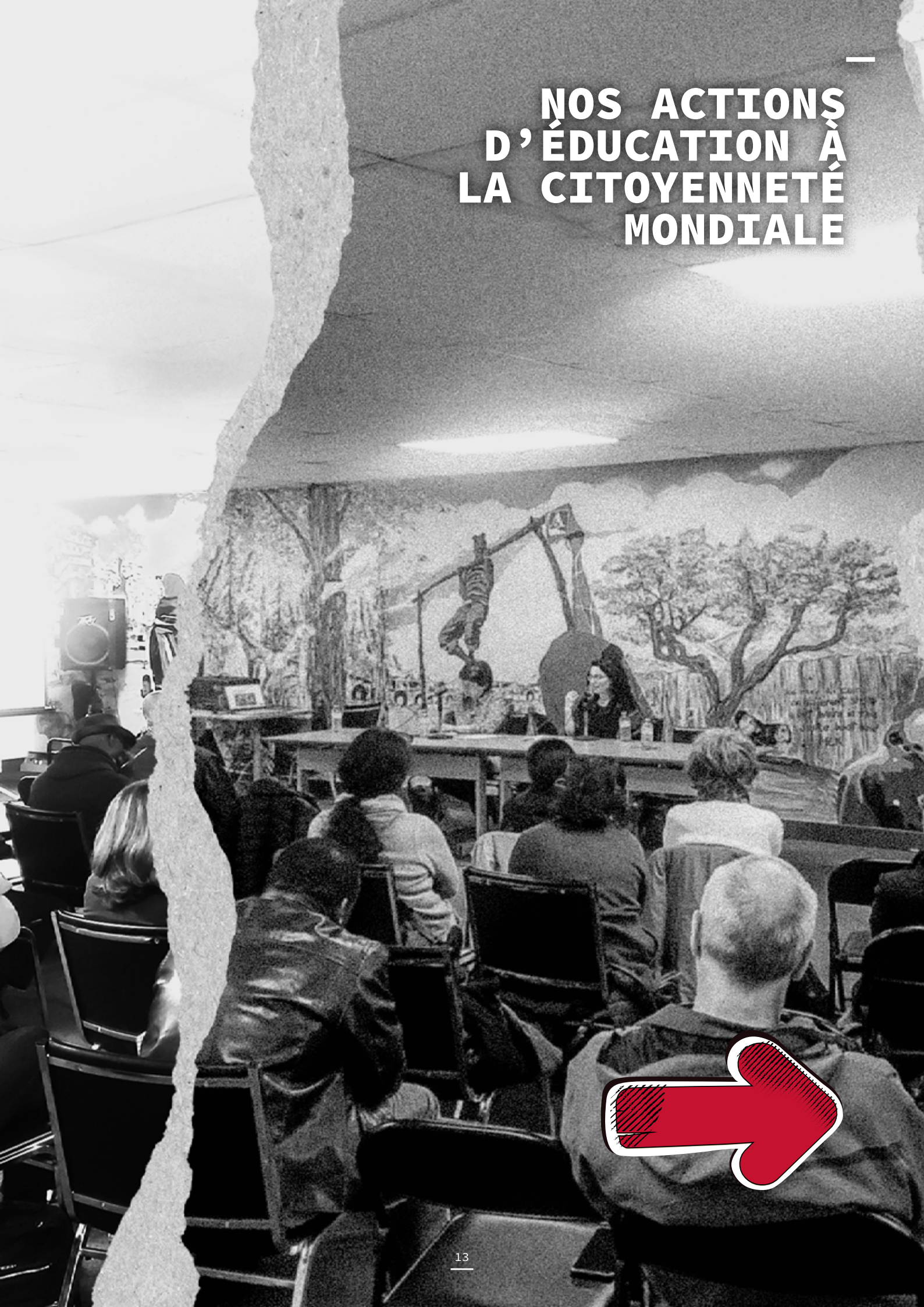
Ainsi, à partir du printemps 2024, dix-sept jeunes stagiaires ont travaillé avec des groupes en Tunisie, en Malaisie, aux Philippines, au Népal, en Inde et en République démocratique du Congo. Cette première cohorte a contribué de manière significative à des actions de solidarité, tout en acquérant une expérience internationale inestimable. L'engagement et le dévouement de ces jeunes ont non seulement fait avancer la mission de nos partenaires, mais ont aussi renforcé les liens de solidarité internationale.



De plus, deux étudiantes de l'université d'Ottawa ont assisté nos partenaires au Népal dans l'organisation du Forum social mondial qui s'est déroulé à Katmandou du 15 au 19 février 2024.

Cette année marquait aussi la clôture du programme triennal Québec sans frontières (QSF). Dans le cadre des activités de sensibilisation du public, les stagiaires rentrées de Tunisie ont présenté une vidéo et un rapport sur les habitudes de gestion des déchets de la population de Ksibet El Mediouni dans la région de Monastir.

NOS ACTIONS D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE



LE JOURNAL DES ALTERNATIVES ET LA PLATEFORME ALTERMONDIALISTE

Depuis février 2023, Alternatives (JdA) et le Réseau international pour l'innovation sociale et écologique (PA) ont uni leurs forces dans une collaboration visant à redonner vie au Journal des Alternatives, qui était resté inactif pendant deux ans. La relance du Journal des Alternatives s'est poursuivie au cours du dernier exercice. Dans la dernière année, nous avons revu la mission et les stratégies de cet outil d'information et d'éducation et avons créé des espaces positifs et stimulants pour accueillir des jeunes qui s'intéressent à la solidarité internationale et aux enjeux des mouvements sociaux sur la planète. Au cours du dernier exercice, le site du journal alter.quebec a enregistré plus de 45 000 vues.



LE FORUM SOCIAL MONDIAL (FSM)

En collaboration avec l'AQOCI, Katalizo, le Journal des Alternatives — une plateforme altermondialiste (JdA-PA) et RISE, et avec l'appui financier du réseau Les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), nous avons mis sur pied un collectif pour participer au Forum social mondial (FSM) à Katmandou, au Népal. Ainsi, du 15 au 19 février 2024, ce collectif formé d'une vingtaine de personnes, dont plusieurs jeunes, a rencontré des actrices et acteurs du monde entier qui militent pour la justice sociale, climatique, économique et de genre afin d'échanger sur les alternatives au système actuel et contribuer à des réflexions et des initiatives visant la coconstruction d'un autre monde.





SOUTENIR LE PLAIDOYER CONTRE LA MONTÉE DU FASCISME EN INDE

Cette année, nous avons poursuivi notre implication auprès du India Civil Watch International (ICWI), une organisation séculaire formée de membres de la diaspora indienne qui mènent un travail colossal contre la montée du fascisme, l'ostracisation des minorités religieuses et la régression de la vie démocratique en Inde.

Notre participation à différents réseaux de solidarité au Québec et au Canada et à l'international, ainsi qu'à différentes consultations (auprès de l'AQOCI, de Coopération Canada, du gouvernement du Québec et de parlementaires européens) contribue au rayonnement des revendications portées par le ICWI et d'autres mouvements démocratiques de l'Inde et participe à l'élargissement des soutiens.

LA COALITION DU QUÉBEC URGENCE PALESTINE

Le 26 février 2024, plusieurs organisations de la société civile, dont Alternatives, se sont réunies pour former la Coalition du Québec Urgence Palestine. Alternatives soutient les activités d'éducation, de plaidoyer et de mobilisation organisées par la coalition pour mettre fin au génocide à Gaza et à l'occupation de la Palestine et promouvoir la justice et la paix dans la région.

UN EFFORT COLLECTIF POUR REPEINDRE LE DRAPEAU PALESTINIEN

En décembre 2023, les bureaux d'Alternatives ont été l'objet de vandalisme antipalestinien. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, la fresque peinte sur le mur extérieur qui représente un drapeau palestinien sur lequel on peut lire l'inscription « Palestine libre » a été recouverte d'un graffiti d'un bleu opaque véhiculant un message anti-Hamas et un appel à la libération des otages israéliens.

En quelques jours, grâce aux efforts de l'équipe d'Alternatives et de jeunes militant·es du Palestinian Youth Movement, et malgré la pluie et le froid, le mur a retrouvé ses couleurs palestiniennes.

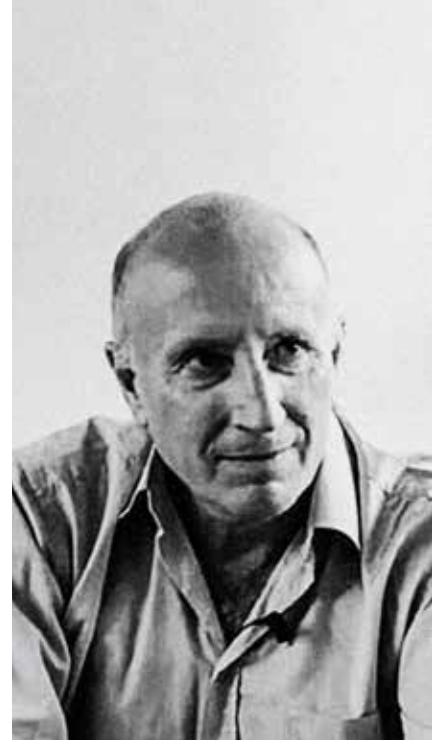
LE LAB-DELTA, LES DROITS ET LES RÉSISTANCES EN LIGNE

Né d'un partenariat entre Alternatives et l'Université de Montréal, le Laboratoire sur les droits en ligne et les technologies alternatives (Lab-Delta) a comme mission de produire des recherches et des outils à l'intersection de la technologie, de l'activisme politique et de la réflexion critique.

Cette année, du 21 au 24 mai 2024, nous avons collaboré avec le Lab-Delta à l'organisation d'un colloque sur les droits et résistances numériques en contexte francophone. Cet événement qui s'est déroulé à l'Université de Montréal a donné lieu à des rencontres, des ateliers et des collaborations internationales avec une vaste diversité de partenaires.



AUTRES CONFÉRENCES ET ACTIVITÉS



Du 10 au 12 mai 2024, le Forum social Maghreb-Machrek, une composante régionale du Forum social mondial, a réuni à Tunis plusieurs militant·es de la région (y compris plus d'une vingtaine de Palestinien·nes) et d'Europe pour faire état de la situation dans la région, en particulier en Palestine.

Le panel d'ouverture comprenait notamment Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations-Unies sur la situation dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Rima Hassan, jeune avocate d'origine palestinienne qui se présente aux élections européennes, ainsi que Michèle Sibony, militante juive membre de l'organisation antisioniste Union juive française pour la paix.

Le 19 avril, nous avons tenu une conférence publique sur le rôle des sociétés civiles de l'île de la Tortue et de la Palestine. Lors de cet événement, la chercheuse et professeure titulaire à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa et membre du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne, Nadia Abu-Zahra, a abordé les mythes et les réalités de l'aide humanitaire et de l'aide au développement du Canada vers la Palestine.

Le 20 avril 2024, nous avons organisé une journée d'étude pour échanger sur des thématiques liées à la solidarité internationale, à l'aide au développement, à l'altermondialisme et à la géopolitique internationale. Dans ce contexte, le sociologue français Christophe Aguiton a dressé un portrait de la situation géopolitique internationale alors que l'hégémonie occidentale est fortement contestée.

RAPPORT FINANCIER

BILAN

2024

2023

ACTIF

Actif à court terme	1 350 408 \$	811 757 \$
Immobilisations	394 495 \$	408 667 \$
	1 744 903 \$	1 220 424 \$

PASSIF ET ACTIF NET

Passif à court terme	998 751 \$	484 281 \$
Actif Net	746 152 \$	736 143 \$
	1 744 903 \$	1 220 424 \$

ÉTAT DES RÉSULTATS

REVENUS

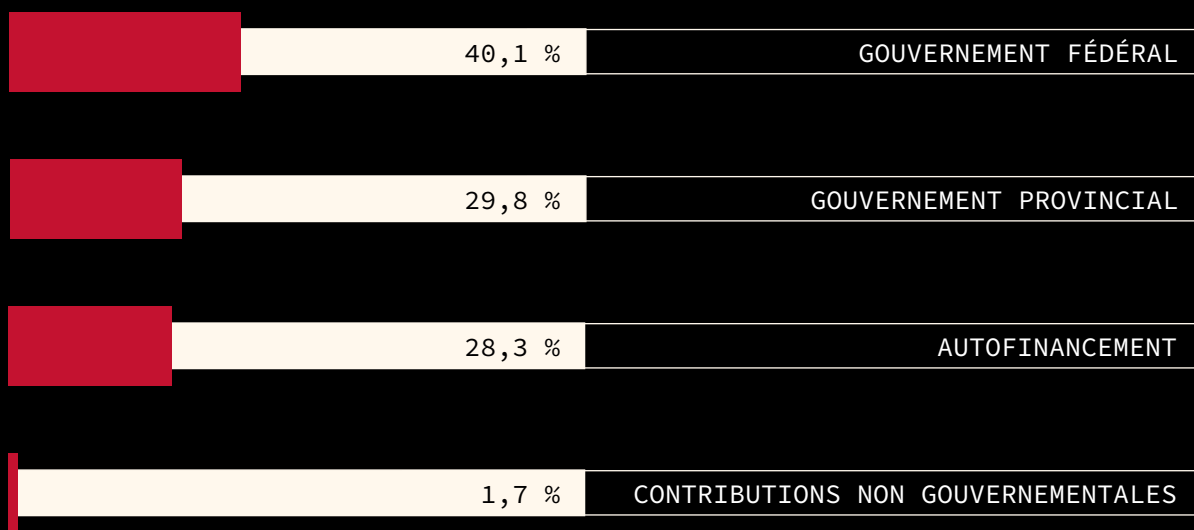
Gouvernement fédéral	458 046 \$	898 014 \$
Gouvernement provincial (Québec)	340 275 \$	552 922 \$
Contributions non gouvernementales	19 660 \$	26 038 \$
Autofinancement	323 272 \$	387 116 \$
	1 141 253 \$	1 864 090 \$

DÉPENSES

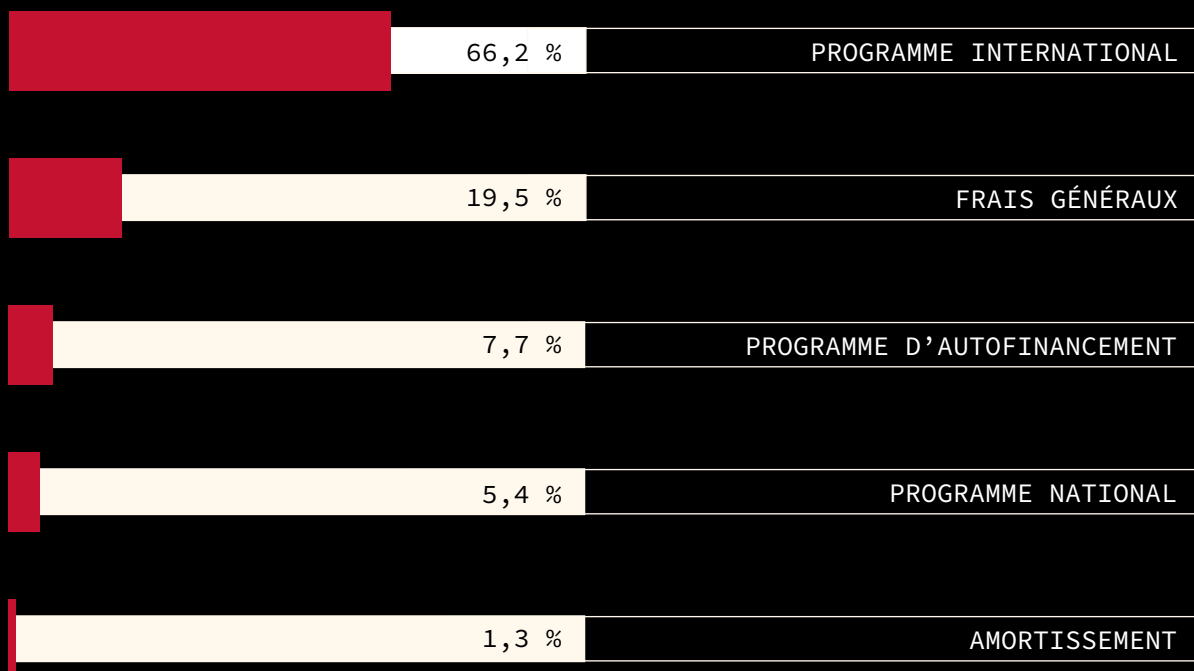
Programme international	748 973 \$	1 231 415 \$
Programme national	60 544 \$	248 144 \$
Programme d'autofinancement	87 128 \$	105 688 \$
Frais généraux	220 427 \$	252 950 \$
Amortissement	14 172 \$	14 045 \$
	1 131 244 \$	1 852 242 \$

Excédent des produits sur les charges	10 009 \$	11 848 \$
---------------------------------------	-----------	-----------

REVENUS



DÉPENSES



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MARC-ÉDOUARD JOUBERT
ANNE LATENDRESSE
VIOLETTE DROUIN
VANESSA GORDON
ANDRÉ FRAPPIER
CHANTAL IDE
HÉLÈNE LEILA ISHIMWE
CHANTAL ISME
DAYANNA RODRIGUEZ
FRANCESCA WALTZING
ZAHIA EL-MASRI
HAMOUDA SOUBHI

(JUSQU'EN AVRIL 2024)

(MEMBRE NON-VOTANT)

(MEMBRE INTERNATIONAL NON-VOTANT)

L'ÉQUIPE SALARIÉE

YASMINA MOUDDA
KASANDRA BOISVERT
JÉRÉMY BOUCHEZ
MARCELA ESCRIBANO
JIMMY LYNCH
FEROZ MEHDI

(DIRECTRICE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM)
(RECHERCHE DE FINANCEMENT)
(COMMUNICATION)
(JUSQU'EN MARS 2024)
(COLLECTE DE FONDS)
(PROGRAMME DE STAGES)

LES STAGIAIRES ET BÉNÉVOLES

SAFIYA ABDI
KLARA ALKALA
STEPHANIA ALVES
CAROLE BABET
TRINIDADE CARRENO PANELA
CÉLINE CIJIA LI
YOUSRA DANDJOUMA
KHADY DERRY FALL
AISSATOU DIALLO
FATTOUMATA DIALLO

IRENE DIEP
VERTU LIEN HOA TRAN
ÈVA LACHANCE ADAMUS
THEA LOMBARD
ANNE FLORENCE MARANDA
FABIOLA MENINSONG
MARIE-ÈVE RIEL
ROZANA RYAN
MYCEA THEBAUDEAU

NOUS PARTICIPONS À PLUSIEURS COALITIONS AU QUÉBEC, AU CANADA ET AILLEURS, NOTAMMENT :

- L'Association pour le progrès des communications (APC)
- L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- Coopération Canada
- La Coalition Québec Urgence Palestine
- La Concertation pour Haïti
- Le Conseil International du Forum social mondial
- Le Front commun pour la transition énergétique (FCTE)
- Le India Civil Watch International (ICWI)
- Le International South Asia Forum (INSAF)
- Le Réseau d'intervention humanitaire du Canada (RHC)
- La Plateforme Altermondialiste
- Le Conseil central de Montréal métropolitain (CCMM-CSN)
- Le LabDelta
- Le Collectif de la Grande transition
- L'université TÉLUQ
- L'Observatoires des inégalités raciales au Québec (OIRQ)

DEVENIR MEMBRE D'ALTERNATIVES C'EST :

FAIRE PARTIE D'UN MOUVEMENT MONDIAL QUI DÉFEND LA DÉMOCRATIE, L'ENVIRONNEMENT, ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX POUR LA DIGNITÉ DES PEUPLES.

ÊTRE MEMBRE D'ALTERNATIVES, C'EST SOUTENIR LA PROMOTION ET LA CONSTRUCTION D'INITIATIVES NOVATRICES DES MOUVEMENTS SOCIAUX LUTTANT POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, POLITIQUES, CULTURELS ET ENVIRONNEMENTAUX. C'EST AUSSI UN SOUTIEN INESTIMABLE POUR CONTINUER LE TRAVAIL COLLECTIVEMENT.

Les membres d'Alternatives font une cotisation mensuelle ou annuelle.




COMMENT DEVENIR MEMBRE

PAR TÉLÉPHONE :

514 982-6606 ou 1-800-982-6646

EN LIGNE :

alternatives.ca/devenir-membre

A black and white photograph of a city street. In the foreground, a bus with a red, white, and green stripe is visible. A traffic sign with an upward arrow is on the left. Tall buildings line the street in the background.

**NOUS TENONS À REMERCIER NOS
PARTENAIRES FINANCIERS,
AINSI QUE CEUX ET CELLES QUI
ONT CONTRIBUÉ FINANCIÈREMENT
À NOS DIFFÉRENTES COLLECTES
DE FONDS PENDANT L'ANNÉE.**



